

Ecrit par le 23 novembre 2024

Gendarmerie : 3 nouvelles brigades pour le Vaucluse



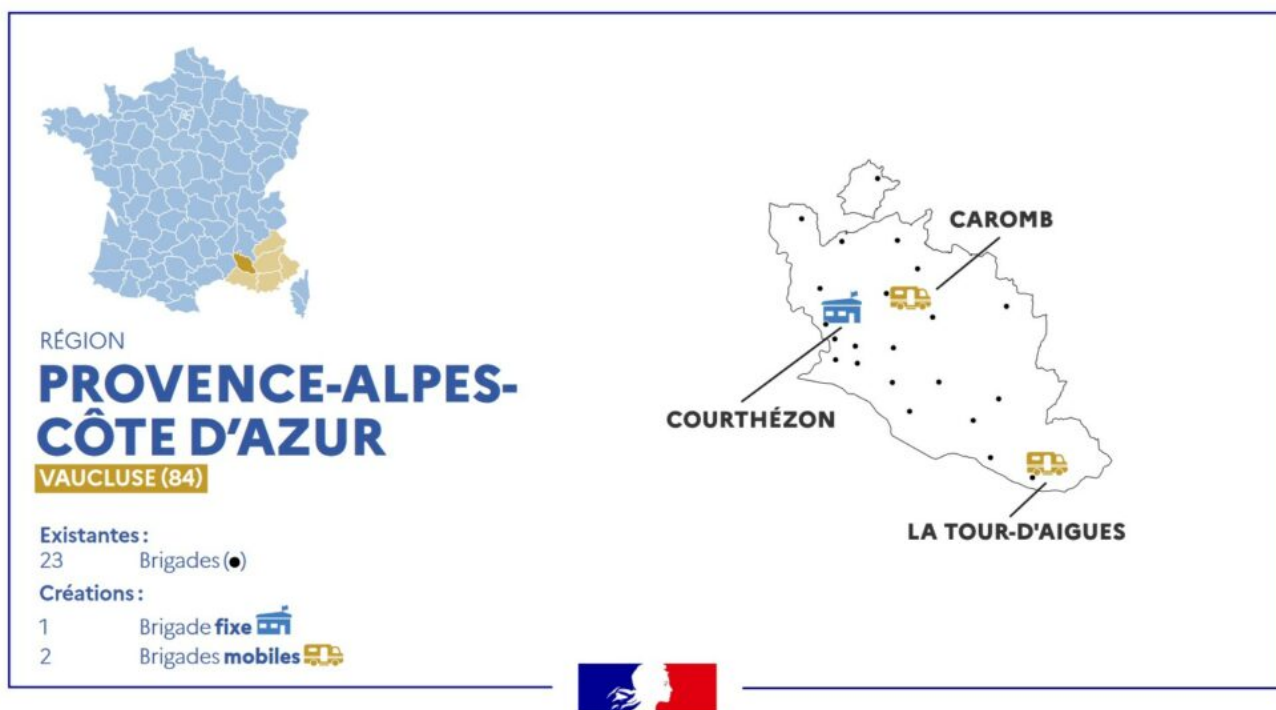
La liste des 238 nouvelles brigades de gendarmerie qui vont être créées en France afin de renforcer le maillage du territoire vient d'être dévoilée par le président de la République. Parmi elles figurent la création de trois sites en Vaucluse avec une brigade fixe et deux brigades mobiles. Elles s'ajoutent aux 23 brigades déjà implantées dans le département où l'on dénombre plus de 700 militaires (officiers, sous-officiers, gendarmes, contractuels et personnels civils) ainsi que 450 réservistes répartis dans les 4 compagnies (Avignon, Carpentras, Orange et Pertuis), l'escadron départemental de sécurité routière, la MCPF (Maison de confiance et de protection des familles) et l'ART (Antenne du renseignement territorial).

Une brigade fixe, 2 brigades mobiles

La brigade fixe verra le jour à Courthézon. Selon la préfecture de Vaucluse, elle « vise à densifier le

Ecrit par le 23 novembre 2024

maillage territorial de la gendarmerie dans une zone à forte croissance démographique, traversée par des axes routiers à forts enjeux locaux et nationaux et exposée à une densité délinquante significative ». Les deux brigades mobiles seront déployées à Caromb et la Tour d'Aigues. Celle de Caromb, dite brigade mobile du Mont Ventoux, aura vocation à couvrir le territoire situé à l'Est/Nord-Est de l'agglomération de Carpentras dans une zone touristique estivale importante, connaissant une certaine pression démographique et exposée aux cambriolages. Une dizaine de gendarme y seront affectés. Celle de la Tour d'Aigues, désignée brigade mobile du Pays d'Aigues, vient renforcer la présence de la gendarmerie dans un secteur constituant à la fois une zone touristique estivale importante du département, mais également une zone de croissance économique et démographique, connaissant une densité délinquante significative. Chacune de ces brigades mobiles sera constituée de 6 gendarmes.



L'implantation des futures brigades de gendarmerie de Vaucluse.

Implantation à Saint-Andiol et Pélissanne

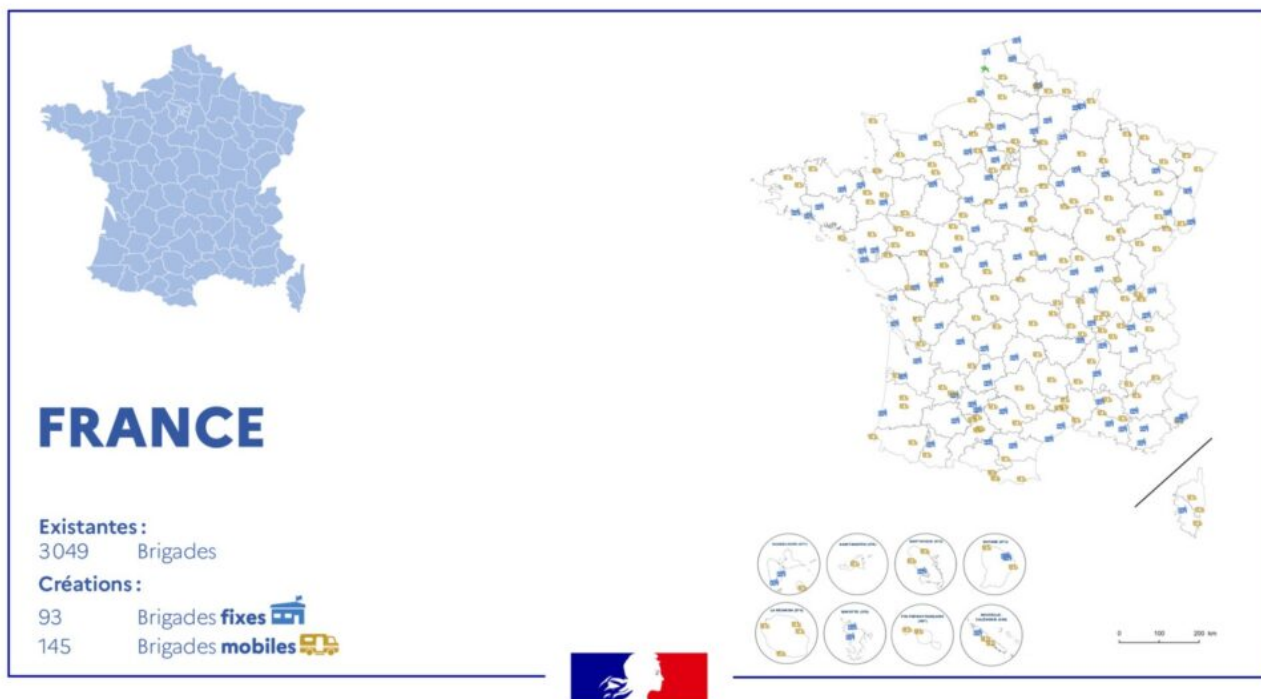
Juste à côté du Sud Vaucluse, une brigade mobile va aussi être implantée, dans le Nord des Bouches-du-Rhône, à Saint-Andiol et une fixe à Pélissanne. Dans les autres départements limitrophes une brigade fixe va voir le jour à Villeneuve et une mobile à Sisteron dans les Alpes-de-Haute-Provence. Pour le Gard : 3 brigades mobiles à Aimargues, Saint-Hippolyte-du-Fort et Saint-Jean-du-Gard. Pour l'Ardèche : 2 brigades mobiles à Rosières et Vernoux-en-Vivarais. Enfin pour la Drôme : 2 brigades fixes à Turrettes et Châteauneuf-de-Galaure.

Compenser les 500 fermetures de brigades dans les années 2000

Au niveau national, 145 brigades mobiles et 93 fixes vont voir le jour. Elles compléteront les 3 049 existantes. Cette mesure vise à la fois à renforcer le service public de la sécurité dans les territoires,

Écrit par le 23 novembre 2024

alors que près de 500 brigades avaient été supprimées au début des années 2000, mais également à adapter le maillage territorial de la gendarmerie aux évolutions de la démographie et de la délinquance. Ce déploiement de nouvelles brigades correspond à 2 144 gendarmes supplémentaires. Plus de 300 militaires seront formés chaque année pour rejoindre ces unités.



Les 238 nouvelles brigades de gendarmerie prévue dans le cadre des annonces du président de la République.

Appel à témoin pour identifier la victime de l'accident de l'Isle-sur-la-Sorgue

Ecrit par le 23 novembre 2024



Après la découverte mercredi matin du corps d'un homme gisant au bord de la route à l'Isle-sur-la-Sorgue, les gendarmes de Vaucluse lancent un appel pour permettre l'identification de la victime.

« Dans la matinée du 13 septembre 2023, le corps d'un homme d'une soixantaine d'années, de type européen, cheveux grisonnants, vêtu d'un t-shirt et short bleu, est découvert en bordure de route, sur la D25, route de Caumont à l'Isle-sur-la-Sorgue. Cette victime n'étant toujours pas identifiée, nous en diffusons un portrait-robot », explique le groupement de gendarmerie départementale du Vaucluse.

Toute personne susceptible d'apporter des éléments permettant son identification, peut contacter la brigade de gendarmerie de l'Isle-sur-la-Sorgue au 04 90 38 00 17 ou composer le 17.

Dans cette affaire, une femme d'une trentaine d'années a été arrêtée depuis et mise en examen pour homicide involontaire et délit de fuite. Elle est soupçonnée d'avoir percuté l'inconnu, qui n'avait pas de papier sur lui, et que les gendarmes cherchent donc à identifier.

L'autopsie du corps ayant confirmé la thèse d'un choc avec une voiture, la conductrice incriminée a été placée sous contrôle judiciaire et a vu son permis retiré. Cette dernière, ne conduisait ni alcoolisée, ni sous l'empire de stupéfiants.

L.G.

Trafic de drogue : Coup de filet des 'stups' à Montfavet et la Barbière



Les policiers de Vaucluse viennent de procéder à l'arrestation de 5 personnes dans le cadre d'une enquête liée au trafic de drogue dans les quartiers de la Barbière et des Broquetons à Montfavet. L'occasion de résoudre également l'incendiaire d'une voiture de police le mois dernier.

« Le quartier les Broquetons à Montfavet abrite un trafic de stupéfiants très actif auprès duquel une

Ecrit par le 23 novembre 2024

centaine de clients provenant des villes voisines s'approvisionnent tous les jours, expliquent les services de la police nationale de Vaucluse. Après plusieurs semaines d'enquête réalisée par la brigade des stupéfiants de Sûreté Départementale la structure du réseau est établie : tête de réseau, gérante tandis que les guetteurs, vendeurs et appartements nourrices changent régulièrement au gré des opérations de Police. Ces derniers sont considérés par les gérants comme de la main d'œuvre 'jetable' que l'on peut sacrifier. »

Interpellation de la tête de réseau à la Barbière

Mardi 12 septembre dernier, la tête de réseau est interpellée par les 'stups' quartier la Barbière alors qu'il vient de s'approvisionner dans un appartement nourrice. Lors de l'interpellation, il cherche à s'enfuir à bord de sa voiture et fonce délibérément sur un enquêteur en moto qui parvient à l'éviter. Il percute une bordure pour s'enfuir mais casse sa roue avant et se retrouve immobilisé avant d'être finalement interpellé.

Dans son véhicule, les enquêteurs retrouvent un sac contenant 3 kilos de résine de cannabis et 150 grammes de cocaïne une arme factice, un taser et une cagoule. L'appartement nourrice est perquisitionné et ses deux occupants interpellés. Les policiers y saisissent 5,5 kilos de résine de cannabis et 200 grammes de cocaïne supplémentaires ainsi que le matériel de conditionnement. Ce sont les deux locataires qui sont chargés de la découpe des stupéfiants et du conditionnement.

L'incendiaire d'un véhicule de police retrouvé

La 'gérante' des Broquetons est également interpellée par la suite ainsi qu'un ancien revendeur. La perquisition chez la tête de réseau permet la saisie de 22 000€ en numéraires. La tête de réseau refuse de donner des explications. Les auditions des autres individus confirment la structure et les rôles de chacun. Il est à noter que le 15 août dernier un véhicule de police avait été incendié au quartier les Broquetons par un individu cagoulé. Cet incendie a endommagé trois autres véhicules par propagation. L'enquête démontre que l'auteur principal de l'incendie est le revendeur interpellé. Il a agi en présence de la gérante du point de deal. Il finit par reconnaître les faits pendant la garde à vue.

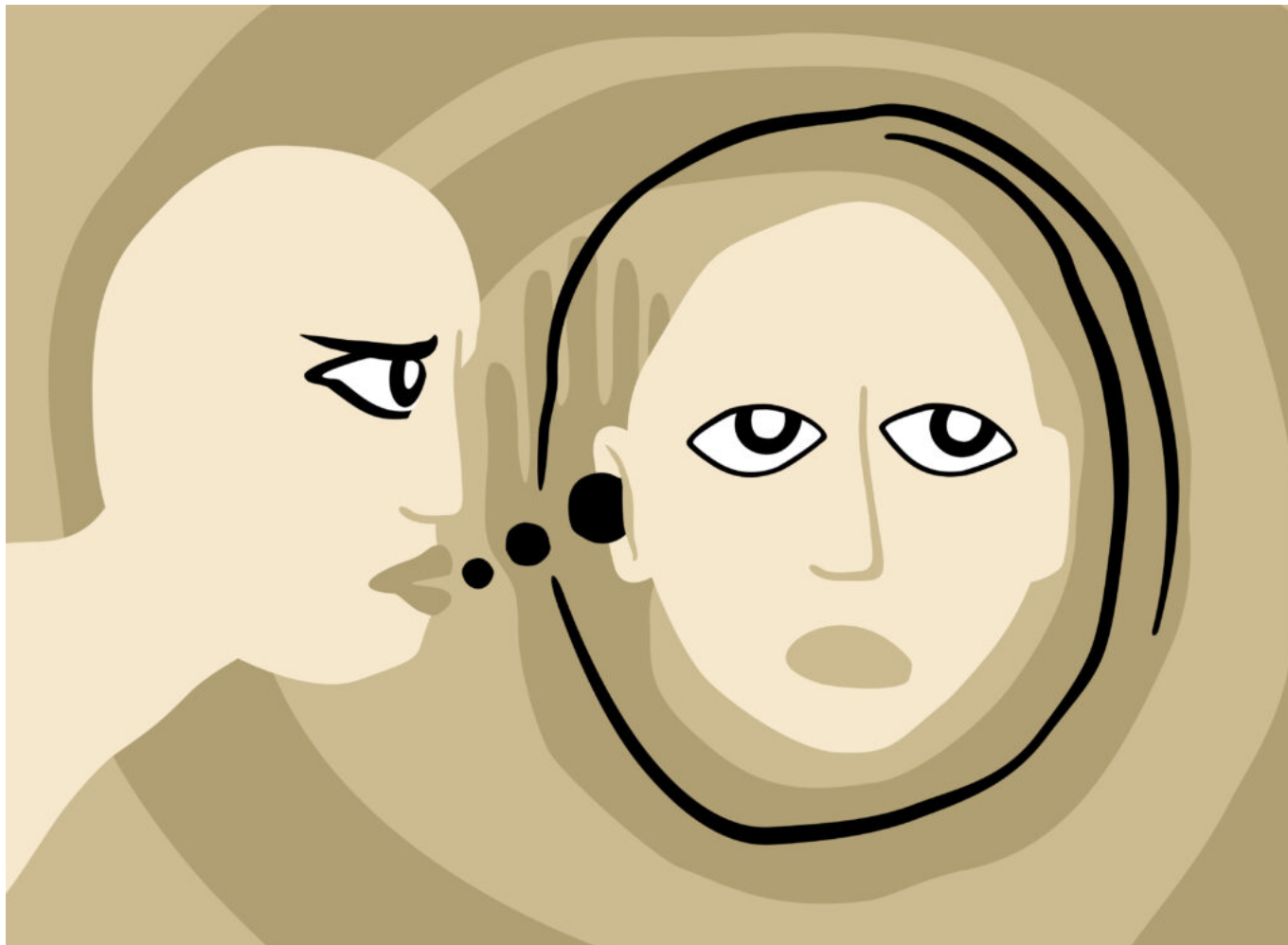
Les suites judiciaires

Les cinq mis en cause : la tête de réseau (24 ans, sans profession, demeurant à Avignon), la gérante (29 ans, sans profession, demeurant Avignon et Béziers), les deux individus dans l'appartement nourrice chargés du conditionnement (respectivement 24 ans, sans profession et 22 ans, employé, demeurant Avignon) ainsi que le revendeur et auteur de l'incendie (26 ans, sans profession demeurant à Marguerites) ont été déférés ce matin en comparution immédiate.

L.G.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Orange : Fausses rumeurs, vrai délit



Les services de police de Vaucluse, et plus particulièrement le commissariat de police d'Orange, tiennent à attirer l'attention du public sur l'absence totale de fondement d'une rumeur relayée via les réseaux sociaux, désignant le conducteur d'un véhicule Ford Transit à bandes bleues, comme auteur d'enlèvement d'enfant.

« Aucune infraction de ce type n'a été constatée par les services de police de Vaucluse ou des départements voisins, explique les services de la police nationale de Vaucluse. Aucune disparition d'enfant n'a été signalée au service de police ou de gendarmerie de la région d'Orange et nord Vaucluse. Il est demandé à chacun de cesser la diffusion d'information erronée susceptible de créer un sentiment d'insécurité infondé pour la population et notamment pour les familles d'enfants en bas âges. »

La dénonciation mensongère constitue un délit passible jusqu'à 6 ans d'emprisonnement et 7 500€ d'amende.

Ecrit par le 23 novembre 2024

La police de Vaucluse rappelle en revanche que tout comportement suspect doit être immédiatement signalé au service de police ou de gendarmerie par simple appel sur le 17 police secours.

L.G.

**LA DÉNONCIATION MENSONGÈRE
EST UN DÉLIT**

Article 434-26 du code pénal

 6 MOIS D'EMPRISONNEMENT	 7 500 € D'AMENDE
--	---

POLICE NATIONALE 



Rodéo urbain : les gendarmes de Vaucluse font coup double

Ecrit par le 23 novembre 2024



En mission de prévention de proximité ce lundi 4 septembre dans l'après-midi, une patrouille du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) d'Avignon a repéré un rodéo urbain en cours en pleine cité à Sorgues.

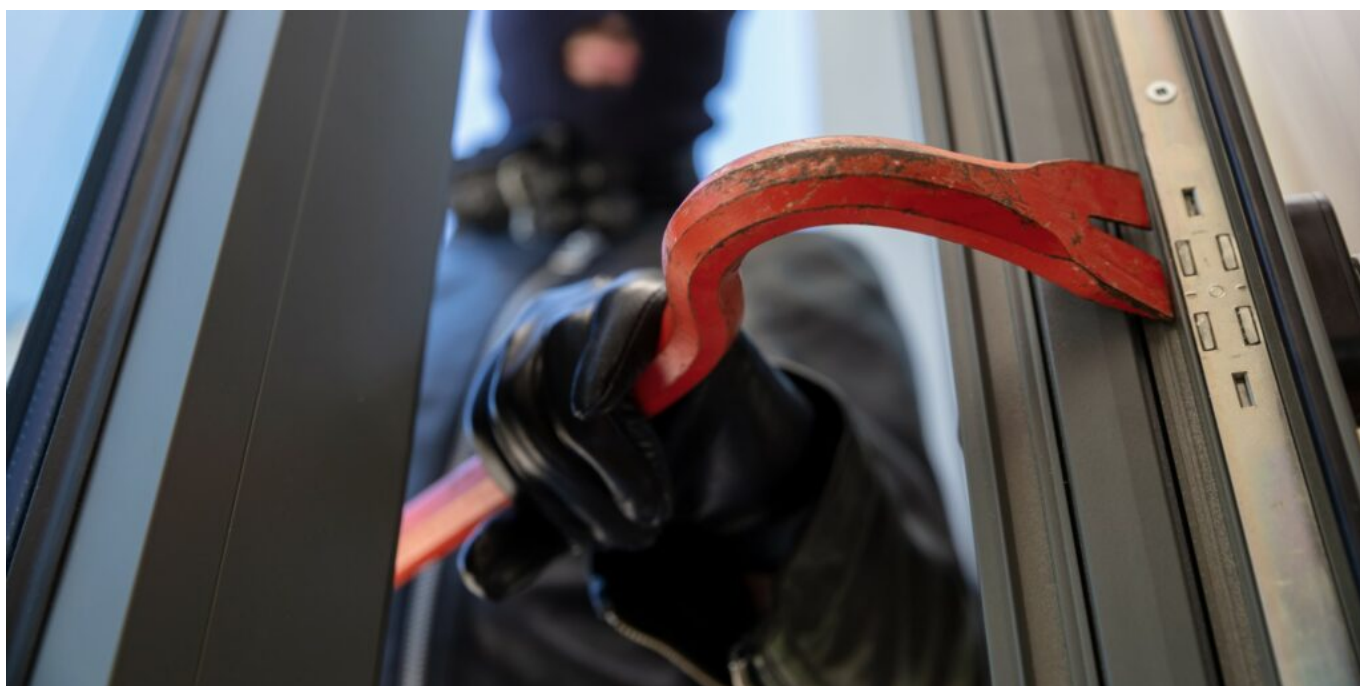
« A son approche, le motard prend la fuite à grande vitesse, slalomant entre les véhicules et réalisant des acrobaties périlleuses sur sa moto cross, sans être porteur de son casque, explique le groupement de gendarmerie départemental de Vaucluse. Après quelques centaines de mètres, sa moto tombe en panne, l'obligeant à la pousser en direction de la cité voisine. Alors que les militaires arrivent au niveau du jeune mineur, ce dernier jette sa moto contre leur véhicule et prend la fuite en courant. Il est toutefois vite rattrapé et interpellé. Il va devoir maintenant répondre des infractions de défaut de casque, dégradation du véhicule de gendarmerie et conduite d'un véhicule non homologué pour la route. »

Après Sorgues, Entraigues-sur-la-Sorgue

Quelques heures plus tard dans la nuit, c'est à Entraigues-sur-la-Sorgue que les PSIG d'Avignon et de Carpentras ont intercepté un autre pilote en plein rodéo urbain. Celui-ci a également refusé d'obtempérer et tenté de s'enfuir en provoquant une collision avec l'un des véhicules de service. Le pilote de 19 ans a opposé, en vain, une vive résistance aux forces de l'ordre lors de son interpellation. Le concernant, il devra répondre des infractions de conduite sous l'emprise de substances stupéfiantes mais également d'alcool, auxquelles s'ajoutent des dégradations et la conduite d'un véhicule non homologué.

L.G.

6 habitants du Sud-Est sur 10 craignent d'être cambriolés cet été



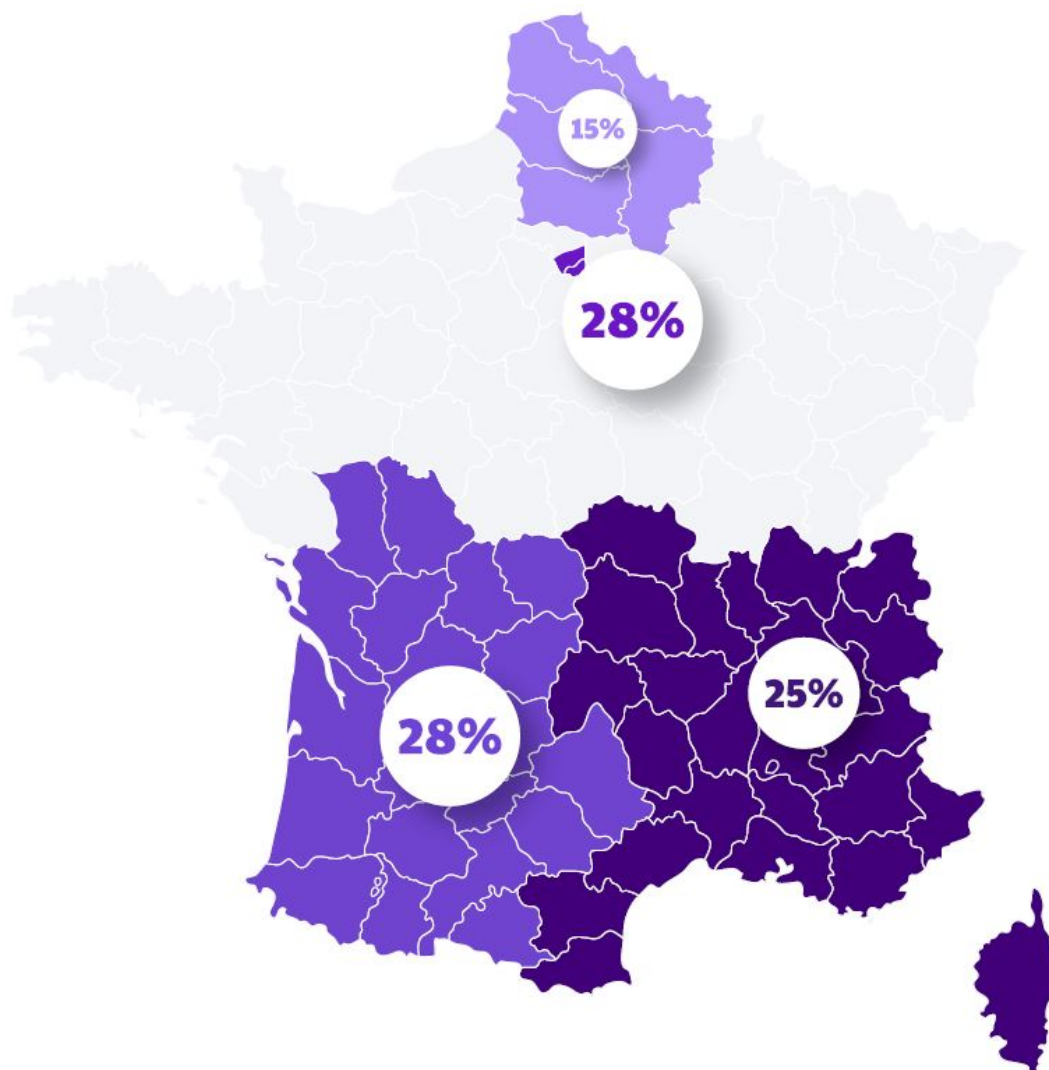
Pas de trêve estivale pour les cambrioleurs, bien au contraire. Plus d'un quart des cambriolages ont lieu en juillet et août, quand les logements sont désertés pour les vacances. A l'heure des grands départs, [Leocare](#), en partenariat avec [Poll&Roll](#), a interrogé les habitants du Sud-Est sur leur expérience des cambriolages et leur crainte d'en être victimes au moment de laisser leur habitation vide pour quelques jours ou semaines de villégiature.

1 habitant du Sud-Est sur 5 a déjà été cambriolé

En France, un cambriolage a lieu toutes les deux minutes, selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). 25% des habitants du Sud-Est ont déjà été cambriolés, dont 6% à plusieurs reprises, selon l'étude menée par [Leocare](#).

Néanmoins, toutes les régions ne sont pas égales face au risque de cambriolage. En chiffres bruts, c'est Paris qui est la plus affectée (28%), devant [le Sud](#) (26%), en particulier le Sud-Ouest (28%) et le Sud-Est (25%). Le Nord semble, à l'inverse, plus épargné (15%).

Ecrit par le 23 novembre 2024



Les régions les plus affectées par les cambriolages © Leocare en partenariat avec Poll&Roll

Les personnes âgées sont également davantage touchées : 38% des habitants du Sud-Est âgés de plus de 66 ans ont déjà vécu un cambriolage, dont 14% à plusieurs reprises.

Manque de protection des habitations

Autre enseignement du sondage, les habitants du Sud-Est investissent peu dans les dispositifs de protection de leur habitation. 73% des victimes indiquent en effet que leur logement n'était pas équipé d'un quelconque système de sécurité avant leur cambriolage.

« Entre deux dépenses, l'une plaisir, l'autre contrainte, on opte généralement pour la première. Or, de toute évidence, un vitrage de sécurité et des serrures blindées ne sont pas des achats plaisir... La plupart des propriétaires ont donc tendance à s'équiper une fois qu'ils ont été victimes d'un cambriolage et non

Ecrit par le 23 novembre 2024

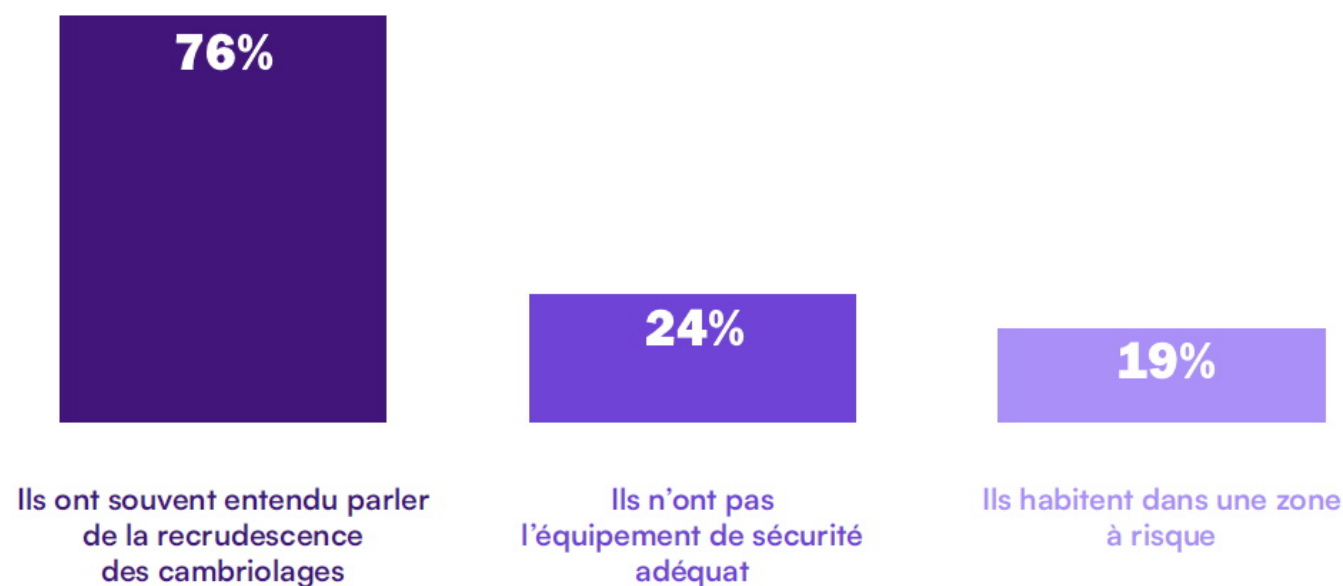
avant », explique Christophe Dandois CEO et co-fondateur de Leocare.

[Lire également - « Prévention des cambriolages : les conseils de la gendarmerie de Vaucluse »](#)

Cambriolages : la grande peur de l'été

Le manque de protection contre les intrusions est d'autant plus étonnant que les Français manifestent, par ailleurs, une forte anxiété à l'idée d'abandonner leur domicile pendant les vacances. Ainsi, 61% des habitants du Sud-Est craignent d'être cambriolés cet été, un chiffre qui grimpe à 65% au niveau national et à 71% chez ceux qui partent à l'étranger, dans un pays européen.

Cette peur, bien ancrée, est favorisée par trois grands facteurs : avoir souvent entendu parler d'une recrudescence estivale des actes de cambriolage (76%), ne pas disposer d'un système de sécurité suffisant contre les effractions (24%) ou encore résider dans une zone à risques (19%). L'inquiétude s'avère également corrélée au fait d'avoir déjà été cambriolé dans le passé (16%).



Pourquoi les habitants du Sud-Est sont-ils anxieux lorsque l'on parle de cambriolage ?

Partir en vacances en étant bien assuré !

Enfin, quand on demande aux habitants du Sud-Est quelle solution leur semble la plus efficace pour quitter son logement en toute sérénité, les réponses sont partagées. La moins coûteuse, à savoir demander à des proches de passer régulièrement et de surveiller l'habitation, a la faveur de 30% des sondés. L'installation d'une alarme et le recours à un système de vidéo-surveillance sont de leur côté plébiscités par respectivement 25% et 21% des personnes interrogées.

Ecrit par le 23 novembre 2024

On notera aussi que 17% des habitants du Sud-Est envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation à l'approche de leurs vacances pour sécuriser leur logement. Un chiffre à mettre en parallèle avec un autre : 25% des propriétaires estiment ne pas être suffisamment couverts contre les cambriolages. « 56% des habitants du Sud-Est ne font pas régulièrement le point sur leur niveau de garantie cambriolages. Pourtant, bien choisir son niveau de garantie est indispensable ! Une assurance habitation insuffisante peut avoir des conséquences désastreuses, non seulement en cas de cambriolage, mais aussi d'incendie ou de dégradations », conclut Christophe Dandois.

[Lire également - « Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile »](#)

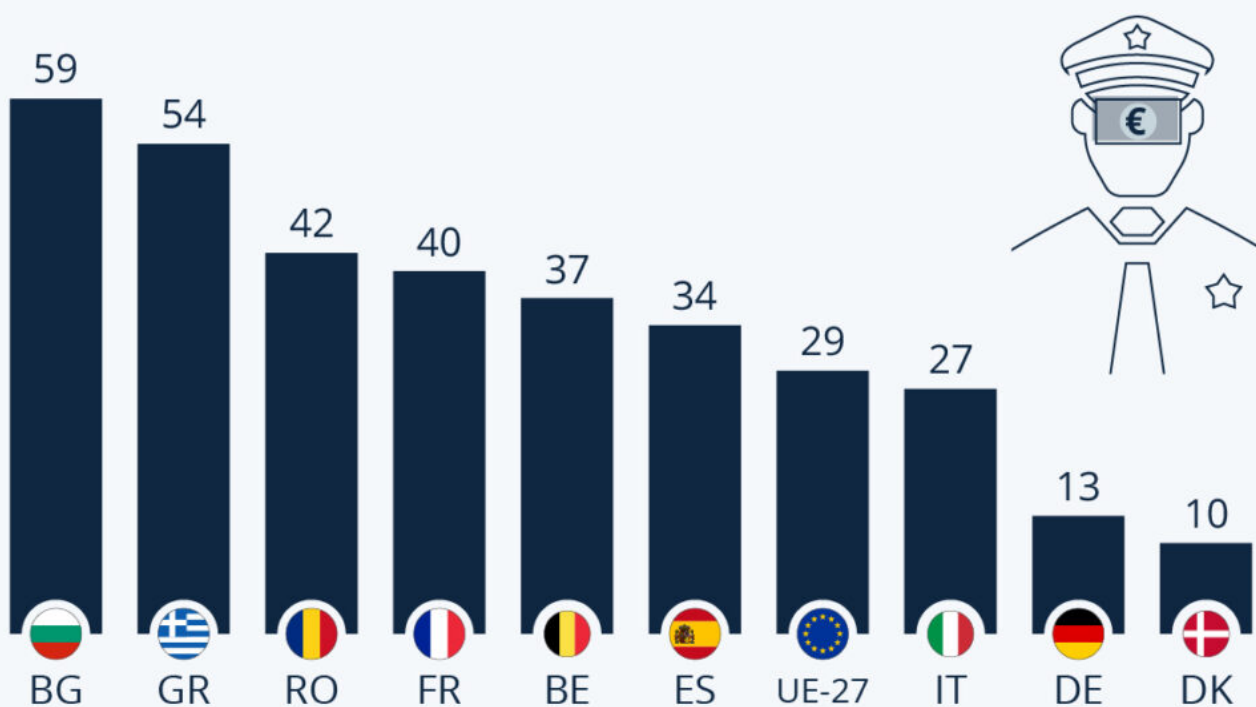
Méthodologie : cette étude a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 66 ans et plus (4 catégories : 18-34 ans, 35-49 ans, 50-65 ans, 66 ans et plus). Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire anonyme (10 questions) en ligne du 28 au 30 juin 2023.

Les citoyens européens font-ils confiance à leur police ?

Ecrit par le 23 novembre 2024

Près d'un Européen sur trois se méfie de la police

Part des répondants qui estiment que l'abus de pouvoir est répandu dans la police de leur pays, en %



Base : environ 1 000 personnes interrogées (15 ans et plus) par pays, en avril-mai 2023.
Source : Commission européenne | Eurobaromètre



statista

Quel niveau de confiance les citoyens européens accordent-ils à leur police ? Selon un sondage réalisé au printemps 2023 dans le cadre de l'[Eurobaromètre](#) de la Commission européenne, près d'une personne sur trois interrogée dans les pays de l'UE (29%) estime que les abus de pouvoir et/ou problèmes de [corruption](#) sont courants au sein de la police.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Cette impression est particulièrement répandue en Bulgarie, en Grèce et à Malte, où plus de la moitié des personnes interrogées ne font pas confiance aux représentants de l'ordre. La France est le pays d'Europe de l'Ouest où cette proportion est la plus élevée : 40 %, soit un chiffre nettement supérieure à la moyenne européenne. En l'espace d'un an, la part des Français qui pensent que l'abus de pouvoir est répandu dans la police a augmenté de 9 points de pourcentage, en lien notamment avec les cas de [violences policières](#) qui ont émaillé l'actualité du pays ces derniers temps.

Selon l'Eurobaromètre, la France fait partie, avec Malte (+22 points), des pays dans lesquels la défiance envers la police a le plus augmenté depuis l'année dernière. Globalement, on observe une perte de confiance envers les forces de l'ordre dans 14 pays sur 27. Au Luxembourg (15%), en Autriche (15%), en Allemagne (13%) et au Danemark (10%), la part des citoyens qui perçoivent des abus de pouvoir de la part de la police reste en revanche assez faible.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Défense nationale : Le Vaucluse combien de divisions ?

Écrit par le 23 novembre 2024



Alors que la promulgation par le président de la République de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM) devrait intervenir imminemment, quel impact aura l'adoption de ce texte pour le Vaucluse ?

Adoptée par le parlement, il y a une quinzaine de jour, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 devrait, sauf avis contraire du Conseil constitutionnel (ndlr : qui a finalement censuré 11 articles), être promulguée par le président de la République dans les tous prochains jours. Cette LPM prévoit un investissement de 413 milliards d'euros pour les 7 prochaines années. C'est 40% de plus par rapport à la précédente Loi (295 milliards pour 2019-2025). Pour y arriver, l'effort de défense nationale sera porté à 2% du produit intérieur brut (PIB) entre 2025 et 2027.

Ecrit par le 23 novembre 2024



La LPM 2024-2030 prévoit l'acquisition de 31 Rafale destinés à la BA 115 d'Orange-Caritat. © N.Tiragallo-Armée de l'air et de l'espace

Répondre aux nouveaux objectifs sécuritaires

Pour 2023, le budget de la défense a été fixé à 43,9 milliards d'euros. Avec la nouvelle LPM, ce budget (le 2^e de l'Etat) augmentera de 3,3 milliards en 2024 et 2025, de 3,2 milliards en 2026 et 2027 et de 3,5 milliards en 2028, 2029 et 2030. De quoi atteindre plus de 68 milliards d'euros à l'horizon 2030.

Objectif pour ce budget des armées très largement à la hausse : répondre aux enjeux sécuritaires liés à la nouvelle situation internationale. Oubliée donc la récolte des fruits des dividendes de la paix impulsée après la chute du mur de Berlin. Si certains ont alors prophétisé la fin de l'Histoire, force est de reconnaître que celle-ci est plutôt un éternel recommencement. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, avec le retour impensable de la guerre en Europe, ainsi que les menaces toujours plus grandissantes de la Chine envers Taïwan sont là pour nous le rappeler cruellement. Jusqu'alors en chute libre, les dépenses militaires mondiales connaissent un rebond considérable depuis le début de l'invasion russe et la prise de conscience qu'un conflit de haute intensité pouvait à nouveau éclater.

C'est dans cette logique que le budget des armées françaises vise désormais à répondre à ces menaces via le renouvellement des matériels existants mais aussi la modernisation de la dissuasion nucléaire, le renforcement du renseignement militaire, les investissements dans les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, l'objectif de disposer de 105 000 réservistes...

31 Rafale pour la BA 115 et 37 Serval pour le 2^e REG

Dans le cadre du renouvellement des matériels, la LPM prévoit donc notamment l'acquisition de 31

Ecrit par le 23 novembre 2024

Rafale. Les premiers avions devant rejoindre la BA (Base aérienne) 115 d'Orange à partir du troisième trimestre 2024. C'est là, en effet, que sera déployé le futur 5^e escadron du biréacteur 'omnirôle' de Dassault dont le chantier des infrastructures d'accueil a commencé début 2023. Des travaux (voir vidéo ci-dessous) d'un montant de 180M€ qui vont permettre la construction de nouveaux hangars, d'ateliers, de bureaux et des simulateurs de vol mais aussi d'aménagements des pistes, de voies de roulement, de réseaux souterrains, d'éclairage des balises lumineuses et de parkings avions.

La base vaclusienne a, par ailleurs, déjà fait l'objet de nombreux travaux de modernisation et de réaménagement lors de la Loi de programmation précédente, [comme avec l'édification d'un nouveau mess](#).

Découvrez les futures installations de la BA 115 destinées à accueillir les Rafale de l'Armée de l'air et de l'espace.

Dans le même temps, les 900 hommes [du 2e régiment du génie de la Légion à Saint-Christol](#) devraient réceptionner 37 véhicules de combat Serval d'ici 2030. Une remilitarisation du Vaucluse qui fait suite au départ des 800 hommes du 1er Régiment étranger de cavalerie de la Légion à Orange qui avaient rejoint Carpiagne en 2014, le démantèlement du site de missiles nucléaires du Plateau d'Albion à la fin des années 1990 (aujourd'hui reconverti en [Laboratoire souterrain à bas bruit](#)) ou bien encore la dissolution du 7^e génie des chasseurs alpins en 1993 dont la caserne Chabran abrite désormais la préfecture de Vaucluse et le Crous d'Avignon.

[A lire également : « Orange : la BA 115 fait décoller l'emploi dans le Haut-Vaucluse »](#)

A ce jour, le nombre de militaires s'élève à 2 670 en Vaucluse. Un chiffre qui se monte à 5 799 personnes si l'on intègre les familles. A cela s'ajoute 356 réservistes. Un nombre qui devrait atteindre 700 en 2030. Cette présence n'est pas sans impact sur la vie économique du département puisque le ministère des Armées verse 98M€ de salaires chaque année. De quoi générer la création de 1078 emplois induits dans les services et les petits commerces de proximité ainsi que 11M€ de paiements directs du ministère des Armées aux 189 entreprises et fournisseurs locaux départementaux.

Dans le même temps, 26 000 ressortissants de l'Office national des combattants et des victimes de guerre sont dénombrés en Vaucluse alors que le département reçoit 189 000€ d'aides de solidarité aux anciens combattants.

352M€ d'investissements

Par ailleurs, sur cette période 2024-2030, la LPM a budgété 352M€ d'investissements pour les infrastructures militaires vaclusiennes dont plus de 120 logements construits ou rénovés. S'ajoute également 62M€ cumulé des achats par les unités militaires locales (prestations d'entretien, services à la personne, réparations...) ainsi que 6,5M€ de dépenses liées au [Plan Famille 2](#) visant à « limiter les impacts des engagements opérationnels et des mutations fréquentes sur la vie personnelle, familiale et professionnelle ».

Ecrit par le 23 novembre 2024

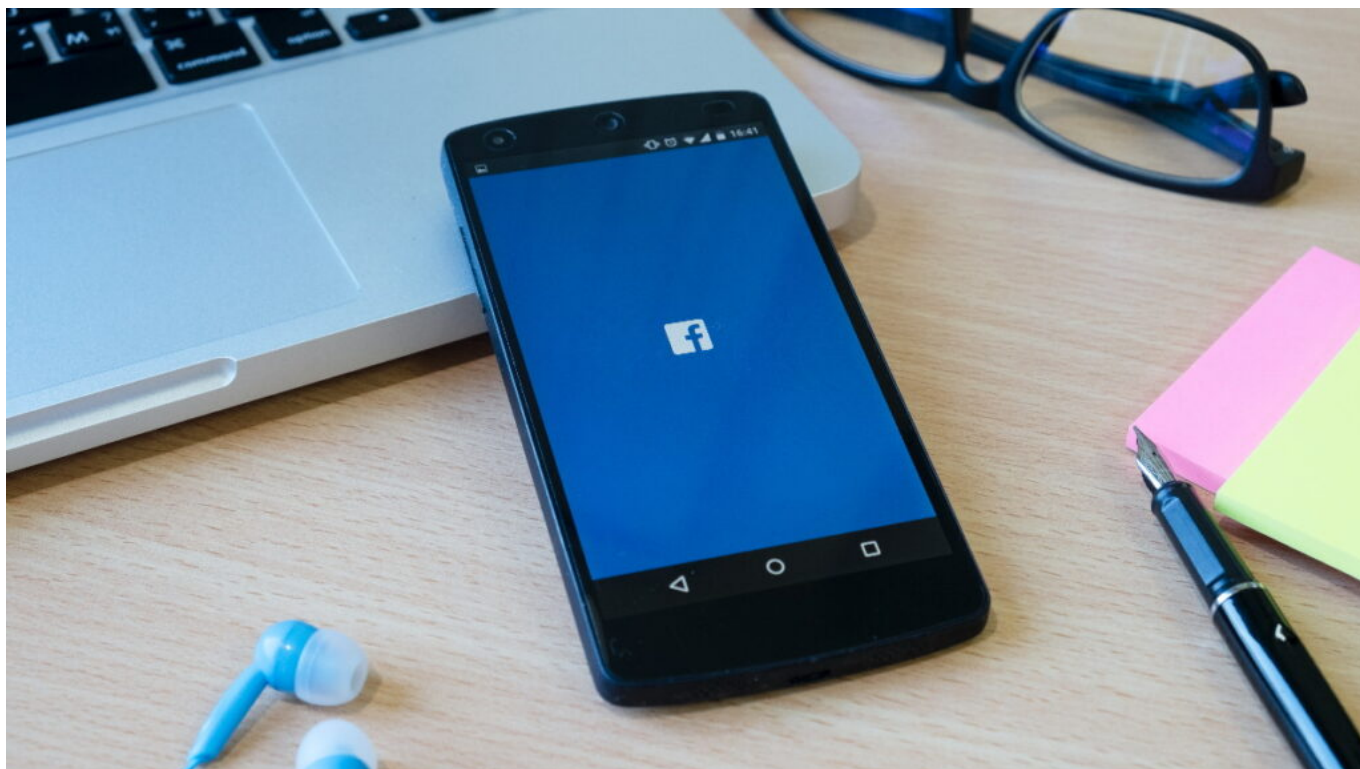


Eurengo, leader européen des poudres et explosifs, a choisi d'implanter son siège social à Sorgues.
© Eurengo

La défense en Vaucluse s'est aussi un secteur industriel qui se renforce à l'image de l'inauguration [du nouveau siège social d'Eurengo à Sorgues en mai dernier](#) transféré depuis la région parisienne. Le leader européen des poudres et explosifs, qui fabrique notamment une partie des obus des canons Caesar, marque ainsi son enracinement dans le département où le groupe y emploie près de 400 salariés. Un attachement qui vient aussi de se traduire par la création d'une nouvelle formation via l'installation d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur de Bourges au sein du Campus de la CCI de Vaucluse à Avignon. Une quarantaine de personnes de la région devrait venir s'y former dès la rentrée prochaine. Mais l'industrie de la défense ne se limite pas Eurengo puisqu'on dénombre en tout 21 sous-traitants de l'armement dans le Vaucluse. L'ensemble représentant 613 emplois.

Escroqueries sur Facebook Marketplace :

comment les identifier et les éviter ?



Pour assurer la sécurité de vos informations personnelles et financières en ligne, il est important de connaître - que vous achetez ou vendiez - les signes suspects à surveiller sur Facebook Marketplace et de savoir comment vous protéger contre les escroqueries.

Facebook Marketplace est rapidement devenu un lieu de prédilection pour vendre ou acheter des objets d'occasion localement. Le fait que les acheteurs et les vendeurs puissent acheter des biens et communiquer facilement au sein de l'application Facebook a permis à l'adoption de Facebook Marketplace de monter en flèche.

Comment identifier une escroquerie sur Facebook Marketplace

Si la plupart des utilisateurs de Marketplace sont des acheteurs et des vendeurs de confiance, des personnes malintentionnées peuvent également profiter du site pour faire tomber les gens dans des escroqueries. Voici quelques signes clés qui peuvent indiquer que vous communiquez avec un escroc :

- Trop beau pour être vrai : les acheteurs doivent se méfier de toute annonce proposant un prix extrêmement bas pour un objet de valeur. De même, les vendeurs doivent se méfier des

Ecrit par le 23 novembre 2024

acheteurs potentiels qui proposent un prix supérieur à celui demandé.

- L'urgence artificielle : les escrocs utilisent souvent l'illusion de l'urgence pour inciter les acheteurs ou les vendeurs à conclure des transactions moins que légitimes.
- Demandes de paiement étranges : Facebook recommande aux acheteurs d'éviter les ventes ou les transactions qui exigent que vous payiez avec des cartes-cadeaux. Il est également recommandé de vérifier la qualité et l'état de l'objet acheté avant d'échanger de l'argent ou des informations personnelles de quelque nature que ce soit.
- Photos suspectes : s'il n'y a qu'une seule photo d'un article provenant du site où il a été acheté à l'origine et aucune photo actuelle de l'article dans son état réel, il faut se méfier du fait que l'article n'existe peut-être pas, ou qu'il n'existe peut-être pas dans la qualité promise.

Les 6 escroqueries courantes sur la Marketplace Facebook

- Articles contrefaits : l'une des escroqueries les plus courantes sur Facebook Marketplace consiste à mettre en vente des articles contrefaits ou endommagés. Il est conseillé de toujours examiner attentivement le profil du vendeur et de lire les commentaires des clients avant d'acheter un article sur Facebook Marketplace, et d'obtenir autant d'informations que possible sur le produit avant de l'acheter afin de s'assurer qu'il est légitime.
- Fausses annonces : bien souvent, les escrocs exigent un paiement anticipé pour ensuite se retirer de l'affaire ou disparaître et vous n'obtenez jamais l'article acheté.
- Fraude immobilière : les escrocs peuvent publier des photos de maisons ou d'appartements dont ils ne sont pas propriétaires et les « vendre » ou les « louer » à l'improviste à des acheteurs qui ne se doutent de rien. Facebook conseille de ne pas envoyer d'acompte pour des biens de grande valeur (y compris pour la location d'un appartement) sans s'être assuré au préalable qu'il s'agit bien d'un bien réel.
- Trop-perçu : les utilisateurs frauduleux envoient souvent plus d'argent que ce que vous avez demandé, pour ensuite exiger le remboursement du « trop-perçu ». Lorsque vous essayez de déposer le chèque, il est sans provision et vous ne recevez donc aucun paiement. Si un acheteur envoie un trop-perçu, le vendeur peut refuser les fonds et demander à l'acheteur d'envoyer un autre paiement avec le solde correct.
- Profils suspects : vous devez pouvoir consulter ses évaluations et avis, ses autres annonces et son activité sur le marché. Si l'utilisateur n'est pas originaire de la région ou si son profil est vide, c'est peut-être le signe qu'il n'est pas celui qu'il prétend être.
- Hameçonnage pour obtenir des informations personnelles : les escroqueries par hameçonnage sur Facebook Marketplace ont pour but de voler vos données et informations personnelles. L'escroc peut vous demander un code ou un numéro de téléphone pour compléter un code de vérification à deux facteurs sur un système de messagerie non sécurisé. Ce code peut être lié à une autre application qui lui permet de voler votre numéro de téléphone portable et vos informations de compte, ce qui lui donne un accès complet à d'autres comptes qu'il souhaite utiliser.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Comment signaler une escroquerie ?

Pour signaler un vendeur frauduleux à Facebook, accédez à la Marketplace et cliquez sur l'article. Sélectionnez le nom du vendeur sur la page de l'annonce et cliquez sur « Signaler ». Vous pourrez ainsi signaler le vendeur en fonction du type d'escroquerie qu'il a commise ou tentée de commettre. Pour signaler un acheteur frauduleux, cliquez sur les messages échangés entre vous et l'acheteur potentiel puis sélectionnez l'option « Signaler l'acheteur ». Suivez la procédure indiquée pour signaler l'acheteur frauduleux à Facebook et faire en sorte que d'autres personnes ne soient pas victimes de cette escroquerie.

Ce que vous pouvez faire pour éviter les escroqueries sur Facebook Marketplace

La meilleure façon d'éviter les problèmes est de rester vigilant et de connaître les arnaques courantes sur Facebook Marketplace. Sachez reconnaître les signaux d'alarme et suivez toujours les meilleures pratiques pour vendre et acheter en toute sécurité. Si vous utilisez des méthodes de paiement sûres, si vous vérifiez l'authenticité des produits et si vous refusez les offres ou les demandes suspectes, vous aurez beaucoup plus de chances de rester en sécurité.

Si vous êtes tout de même victime d'une escroquerie, il est possible d'avertir le prestataire de services de paiement que vous avez utilisé pour lui signaler l'escroquerie et demander un remboursement par l'intermédiaire de son service de protection contre la fraude. Facebook Marketplace est une plateforme qui peut être très utile, mais à utiliser toujours de manière avertie !



Bastien Bobe, Directeur technique EMEA chez Lookout.